



Formation « aides d'Etat »

Session 3

La réglementation des aides d'Etat pour le secteur de la pêche

Les spécificités des aides d'Etat dans le **secteur pêche**

Articles 38 à 44 du Traité -> la politique agricole commune (PAC)

Article 38: définition **produits agricoles et pêche**, production et première transformation; **renvoi à l'annexe 1 du TFUE**

Article 42: application des règles de concurrence **adaptée** au secteur, par des **règlements** du Conseil et du parlement

Articles **107** à 109 -> la politique de concurrence des « aides d'Etat »

Article 107: principe d'**interdiction** des aides d'Etat et autorisation par exception

Article 108: règles de procédure; obligation de notification

-> la pêche bénéficie de règles de concurrence adaptées mais qui limitent toute aide à l'accroissement des capacités

Définition du secteur de la pêche (1)

• Art 38 TFUE (ex 32)

Article 38
(ex-article 32 TCE)

1. L'Union définit et met en œuvre une politique commune de l'agriculture **et de la pêche**.

Le marché intérieur s'étend à l'agriculture **à la pêche et** au commerce des produits agricoles. Par produits agricoles, on entend les produits du sol, de l'élevage et de la pêche, ainsi que les produits de première transformation qui sont en rapport direct avec ces produits. Les références à la politique agricole commune ou à l'agriculture et l'utilisation du terme «agricole» s'entendent comme visant aussi la pêche, eu égard aux caractéristiques particulières de ce secteur.

2. Sauf dispositions contraires des articles 39 à 44 inclus, les règles prévues pour l'établissement ou le fonctionnement du marché intérieur sont applicables aux produits agricoles.

3. Les produits qui sont soumis aux dispositions des articles 39 à 44 inclus sont énumérés à la liste qui fait l'objet de l'annexe I.

Définition du secteur:

• Règlement n° 1379/2013 Parlement-Conseil - 11 décembre 2013 organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture (art.6 définitions)

- a) **"produits de la pêche"**, les organismes aquatiques résultant d'une activité de pêche ou les produits qui en sont issus, tels qu'énumérés à l'annexe I;
- c) **"producteur"**, toute personne physique ou morale utilisant un moyen de production pour obtenir des produits de la pêche ou de l'aquaculture en vue de leur mise sur le marché;
- d) **"secteur de la pêche et de l'aquaculture"**, le secteur économique qui couvre toutes les activités de production, de transformation et de commercialisation des produits de la pêche ou de l'aquaculture;

Définition du secteur de la pêche (2)

• Annexe 1 du rgt. 1379-2013 - PRODUITS DE LA PECHE

Code NC	Désignation des marchandises
a) 0301	Poissons vivants
0302	Poissons frais ou réfrigérés, à l'exception des filets de poissons et autre chair de poissons du n° 0304
0303	Poissons congelés, à l'exception des filets de poissons et autre chair de poissons du n° 0304
0304	Filets de poissons et autre chair de poissons (même hachée), frais, réfrigérés ou congelés
b) 0305	Poissons séchés, salés ou en saumure; poissons fumés, même cuits avant ou pendant le fumage; farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets de poisson, propres à l'alimentation humaine
c) 0306	Crustacés, même décortiqués, vivants, frais, réfrigérés, congelés, séchés, salés ou en saumure; crustacés non décortiqués, cuits à l'eau ou à la vapeur, même réfrigérés, congelés, séchés, salés ou en saumure; farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets de crustacés, propres à la consommation humaine
0307	Mollusques, même séparés de leur coquille, vivants, frais, réfrigérés, congelés, séchés, salés ou en saumure; invertébrés aquatiques autres que les crustacés et mollusques, vivants, frais, réfrigérés, congelés, séchés, salés ou en saumure; farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets d'invertébrés aquatiques autres que les crustacés, propres à la consommation humaine

Définition du secteur de la pêche (3)

• Annexe 1 du rgt. 1379-2013 - PRODUITS DE LA PECHE

- d) Produits d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs; animaux morts des chapitres 1 ou 3, impropres à l'alimentation humaine
 - Autres
 - Produits de poissons ou de crustacés, mollusques ou autres invertébrés aquatiques; animaux morts du chapitre 3:
 - 0511 91 10 --- Déchets de poissons
 - 0511 91 90 --- Autres
- e) 1212 20 00 – Algues
- f) Graisses et huiles et leurs fractions, de poissons, même raffinées, mais non chimiquement modifiées:
 - 1504 10 – Huiles de foies de poissons et leurs fractions
 - 1504 20 – Graisses et huiles de poissons et leurs fractions, autres que les huiles de foies
- g) 1603 00 Extraits et jus de viande, de poissons ou de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques
- h) 1604 Préparations et conserves de poissons; caviar et ses succédanés préparés à partir d'œufs⁶de poisson

Définition du secteur de la pêche (4)

• Annexe 1 rgt. 1379-2013 - PRODUITS DE LA PECHE

- h) 1604 Préparations et conserves de poissons; caviar et ses succédanés préparés à partir d'œufs de poisson
- i) 1605 Crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques, préparés ou conservés
- j) Pâtes alimentaires, même cuites ou farcies (de viande ou d'autres substances) ou bien autrement préparées, telles que spaghetti, macaroni, nouilles, lasagnes, gnocchi, ravioli, cannelloni; couscous, même préparé
- 1902 20 – Pâtes alimentaires farcies (même cuites ou autrement préparées):
- 1902 20 10 -- contenant en poids plus de 20 % de poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques

Spécificités du FEAMP au regard des « aides d'Etat »

Application de l'article **107** du Traité à la pêche/aquaculture (art. 8.1 du Rgt FEAMP 15/5/14)

Mais pas d'application de l'article 107 aux paiements cofinancés FEAMP (Art 8.2 rgt. FEAMP)

2. Toutefois, les articles 107, 108 et 109 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ne s'appliquent pas aux paiements effectués par les États membres, en vertu du présent règlement relevant du champ d'application de l'article 42 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et en conformité avec ledit règlement.

En cas de notification:

- Possibilité d'allouer des aides au fonctionnement pour les producteurs et transformateurs (Art.8.4) **pour les RUP**

4. Pour les produits de la pêche et de l'aquaculture énumérés à l'annexe I du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, auxquels les articles 107, 108 et 109 dudit traité s'appliquent, la Commission peut autoriser, en conformité avec l'article 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, dans les régions ultrapériphériques visées à l'article 349 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, des aides au fonctionnement dans les secteurs de la production, de la transformation et de la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture, visant à alléger les contraintes spécifiques à ces régions liées à leur éloignement, à leur insularité et à leur ultrapériphéricité.

LES 2 CONTEXTES POUR LES AIDES D'ETAT DANS LA PECHE

OPERATION COFINANCEE PAR LE FEAMP

- PAS D'APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DES AIDES D'ETAT
- Application des règles du FEAMP

OPERATION NON COFINANCEE PAR LE FEAMP

- APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DES AIDES D'ETAT

LES BASES JURIDIQUES APPLICABLES DANS LE SECTEUR PECHE

OPERATION COFINANCEE PAR LE FEAMP

Les MESURES DU
PROGRAMME OPERATIONNEL
FEAMP
Adopté par la Commission

OPERATION NON COFINANCEE PAR LE FEAMP

Le Rgt « De minimis » PECHE 717-2014

Le Rgt exemption PME PECHE 1388-2014

Régimes d'aide **EXEMPTES**

Les Lignes directrices PECHE 2/7/2015

Régimes d'aide **NOTIFIES**

Autres régimes d'aide NOTIFIES ou
EXEMPTES HORS SECTEUR PECHE

LE SERVICE
GESTIONNAIRE
DES AIDES SE
BASE SUR:

1

2

3

4

5

Les différents textes applicables au secteur de la pêche

- 1 – Mesures du PO FEAMP conformes au rgt. 1305-2014 - 2014-2020
-> *Ne nécessite pas de régime d'aide dans le champ art 42* ←
- 2 – Aides du règlement d'exemption pêche n°1388-2014 (art 42)
-> *Nécessite toujours un régime d'aide exempté*
-> *futurs régimes d'aide exemptés par la DPMA* ←
- 3 – Aides des lignes directrices pêche
-> *Nécessite un régime d'aide notifié procédure longue et suspensive*
- 4 – Aides du règlement n°717-2014 de minimis pêche (art 42)
-> *Ne nécessite pas de régime d'aide* ←
- 5 – Certains régimes d'aide du RGEC n°651-2014 (art 42)
- *Régime d'aide accès des PME au Financement*
- *Régime d'aide RDI*
- *Régime d'aide environnement*
- *Régimes formation emploi travailleurs défavorisés*
- *Régime d'aide travailleurs handicapés*

Bases
juridiques
utilisables

LE CONTEXTE DU FEAMP

Base juridique: règlement UE 508-2014 FEAMP

Le Feamp fonctionne sur un **cadre national** appelé **Programme Opérationnel** ; le PO FEAMP reprend en grande partie les mesures du règlement FEAMP

Il est aujourd'hui en grande partie géré par les Conseils régionaux

OBJECTIFS du FEAMP: art 5 du Rgt.

- promouvoir une pêche et aquaculture compétitive et durable
- favoriser la mise en œuvre de la PCP
- promouvoir le développement territorial équilibré des zones tributaires de la pêche
- encourager la mise en œuvre de la politique maritime intégrée PMI

Les « aides d'Etat » hors PECHE (hors art. 42)

- **Traité de Rome 1957** (Traité CEE -> **TFUE**) Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne
- **Instauration du Marché Commun 4 Libertés de circulation**
- Philosophie d'inspiration libérale
- **Économie de marché** -> libre concurrence
- Nécessité de ne pas fausser la loi de l'offre et la demande
 - Soit par des **pratiques entre les entreprises** (ententes, abus de positions dominantes.)
 - Soit par des **aides publiques aux entreprises** – (aides d'Etat)
- **Instauration d'une politique de concurrence – art. 101 à 109 TFUE**
-> Pour encadrer le jeu du marché
- **Article 107.1 : « aides d'Etat » (= aides publiques)**
- Principe: **interdiction** des aides
- Autorisation à titre dérogatoire art 107.3
- L'arbitre: la Commission
 - *autorise les aides où les régimes d'aide*

Les aides d'Etat hors PECHE (hors art. 42) (2)

- Les aides sont **exceptionnelles**
- Seront autorisées en **contrepartie** d'un **effort** de l'entreprise
- **Exemples d'efforts et de contreparties admis:**
 - Embauche de travailleurs défavorisés
 - formation
 - R&D innovation
 - Environnement
 - Réponse à une carence du marché (financement, TIC etc.)
- **Aides à l'investissement productif généralement prohibées:**
 - *Sauf pour PME* (249 salariés et soit < 50 M€ de CA soit < 43 M€ bilan)
 - *Sauf pour GE* si l'investissement est en **zone d'aide à finalité régionale**
- Principe de **zonage** aides à l'investissement (zonage **AFR**)
- **Aides aux entreprises en difficultés généralement interdites**
- **Aides à l'export toujours interdites**

Les « aides d'Etat » hors PECHE (hors art. 42) (3)

ON APPLIQUE LA REGLEMENTATION EUROPEENNE DES AIDES D'ETAT SI 5 CRITERES CUMULATIFS SONT REMPLIS:

- 1 – L'aide est allouée à une entreprise :** une entité quelle que soit sa forme juridique qui met sur le marché des biens et services même sans but lucratif (une association une collectivité peut être une entreprise)
- 2 - L'aide est sélective :** octroyée à **certaines entreprises, pas automatiquement** après une instruction sélective (à la différence des mesures générales ex CIR, CICE, contrats aidés)
- 3 – L'aide est d'origine Publique :** sur des fonds **prélevés de façon obligatoire** (impôt) et sous le contrôle des pouvoirs publics (à la différence des conventions de revitalisation)
- 4 – L'aide menace de fausser la concurrence :** en apportant un avantage économique à certaines entreprises
- 5 – L'aide affecte les échanges entre Etats membres:** ayant un impact économique potentiel dans les autres pays de l'Union européenne (à la différence des aides au maintien des services à la population en milieu rural)

Les nouveaux textes juridiques pour 2014-2020

HORS AGRI PECHE

Art 107 TFUE

**Produits HORS
ANNEXE 1**

AGRI et PECHE

Articles 38 et 42 du Traité (TFUE)

Produits listés DANS L'ANNEXE 1 du TFUE et du Rgt 1379/2013

**Lignes Directrices Agricoles sylvicoles
Et zones rurales (L D A F Z R)**

**lignes Directrices
Pêche Aquaculture**

LIGNES DIRECTRICES, RDI, AFR, environnement, etc.

POUR CERTAINES CATEGORIES D'AIDES SEULEMENT

Rgt Exemption Agri forêt Zones Rurales

Rgt Exemption PME Pêche

Rgt. DE MINIMIS AGRICOLE

DE MINIMIS PECHE

Rgt. GENERAL D'EXEMPTION - R G E C

POUR CERTAINES CATEGORIES D'AIDES SEULEMENT

REGLEMENT DEVELOPPEMENT RURAL (RDR)

PDRR - FEADER

Règlement FEAMP

Programme Opérationnel FEAMP

Rgt. DE MINIMIS GENERAL

SI HORS PROD° AGRICOLE

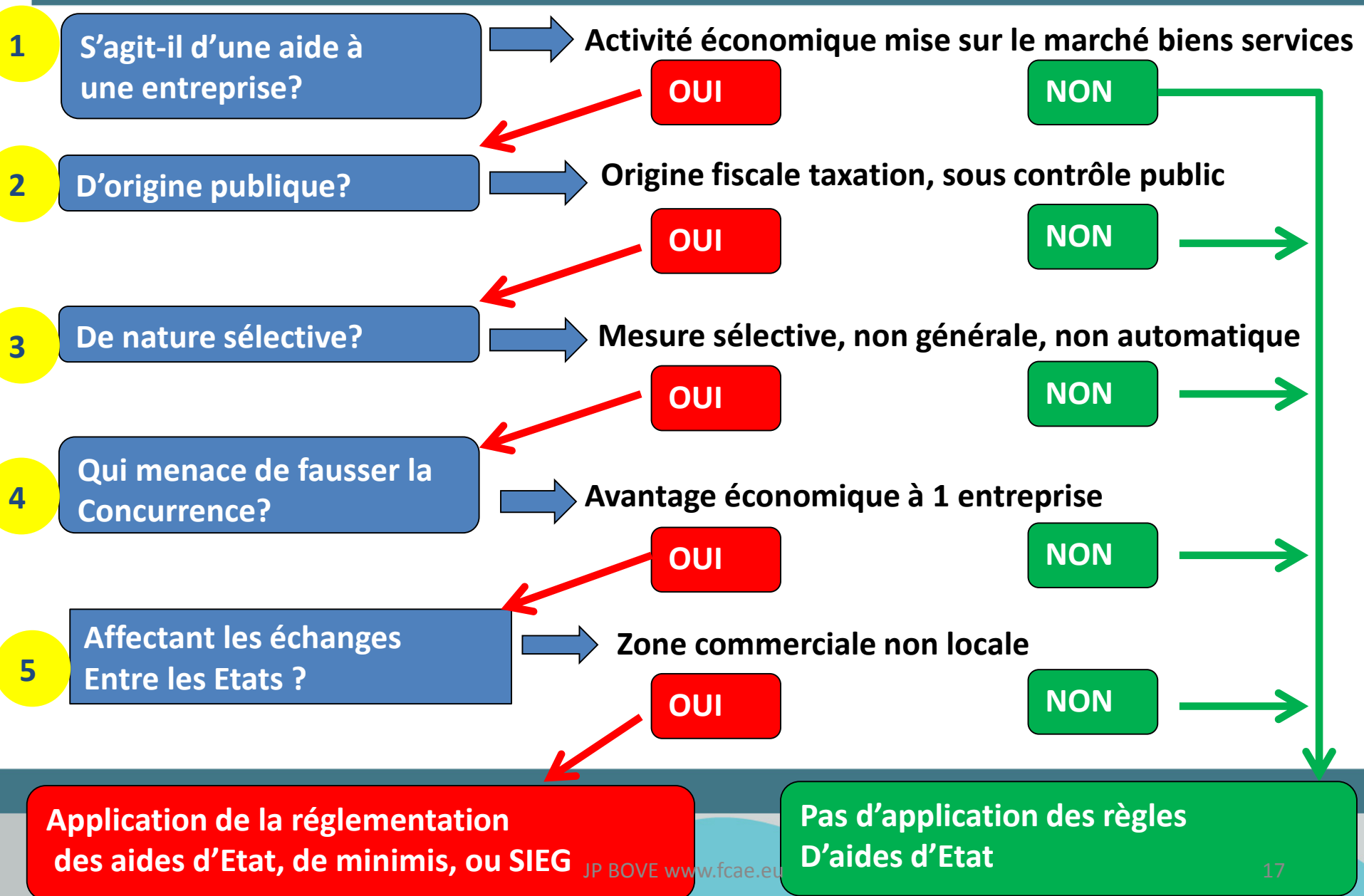
**ENTREPRISES Hors
secteur Agri-Pêche
(Hors Annexe 1)**

IAA AGRICOLE
Commercialisat° / Transform.
de produits de l'annexe 1

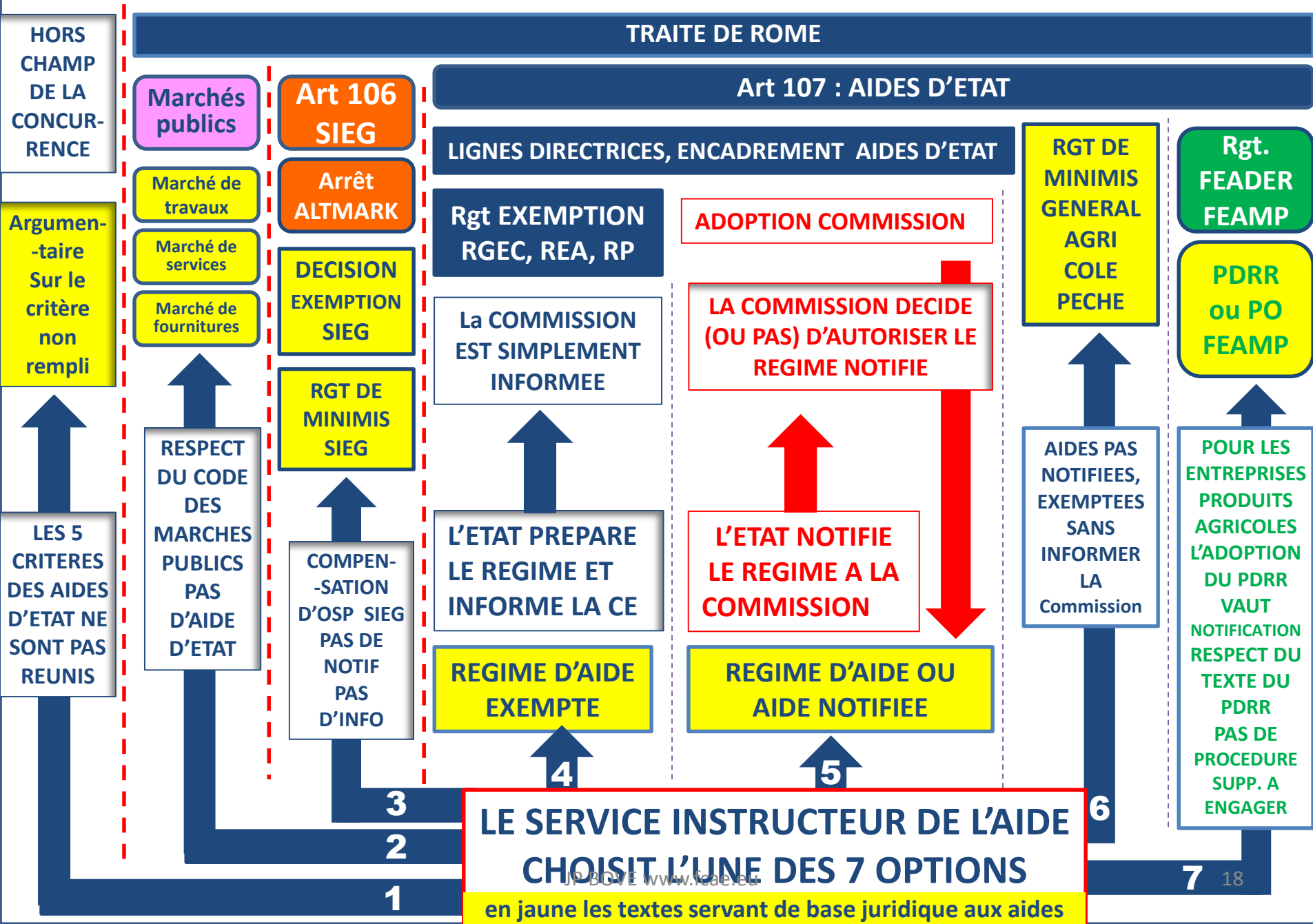
PRODUCTEURS
AGRICOLAS
Produits Annexe 1

PECHE PRODUCTEURS
COMMERCIALISATEURS
et TRANSFORMATEURS

Les étapes du raisonnement



RECAPITULATIF DES 7 SITUATIONS POSSIBLES



Entreprises de commercialisation transformation de la Pêche

BASES JURIDIQUES pour les régimes d'aide aux entreprises de Commercialisation transformation des produits de la pêche :

- Du règlement « **de minimis** » **pêche 717-2014**
 - **MAIS pas du rgt « de minimis » général 1407-2013**
- Du **Règlement d'exemption pêche 1388-2014** et des régimes d'aide exemptés qui le mettent en oeuvre
- Des mesures du **Programme FEAMP** conformément au règlement FEAMP
- De certaines mesures du **RGEC n°651-2014** lorsque le RGEC le prévoit

Le règlement « De minimis » pêche n°714-2014

- > **30000 €** par entreprise sur **3 exercices fiscaux** (actuel + 2 précédents)
- > sans dépasser **112 M€** sur **3 ans** en total France
- > Calcul de l'aide par **ENTREPRISE UNIQUE** consolidation sur les entreprises liées
- Aides aux **entreprises en difficulté** possibles
- Demander une déclaration à l'entreprise des aides reçues sur 3 exercices
- **Déclarer à l'entreprise le caractère « de minimis »** (ref. au JOUE)

EXCLUSIONS :

- aides basées sur les quantités ou le prix
- Exportation; utilisation de produits nationaux
- Modernisation remplacement du moteur principal
- Augmentation de capacité de pêche
- Aide à la construction de navires ou l'importation
- Aides à la pêche expérimentale
- Transfert de propriété
- Aides à l'achat de bateaux de pêche & aides au repeuplement direct



Nb: il convient de faire un rapport annuel à la DPMA sur les aides « de minimis » octroyées dans l'année

COMPARATIF rgt. FEAMP 508-2014 ET RGT d'EXEMPTION 1388-2014

Opérations non éligibles au FEAMP

- Augmentation de capacité de navire de pêche
- Equipements qui augmentent la capacité du navire à trouver du poisson
- Construction/ importation de navires de pêche
- Arrêt temporaire ou définitif des activités de pêche
 - Sauf dispositions spécifiques du rgt FEAMP
- Pêche expérimentale
- Transfert de propriété d'une entreprise
- Repeuplement direct (sauf si c'est prévu par un acte juridique de l'UE)

Opérations non éligibles au Rgt PME PECHE

TOUTES LES EXCLUSIONS DU FEAMP **plus:**

- Aides fixées sur prix ou **quantité** de produits
- Aides aux activités liées à **l'exportation**
- Aides favorisant l'utilisation de **produits nationaux**
- Aides à réseau de distribution dans d'autres pays
- Aides **entreprises en difficultés**
- Aides accordées à des entreprises ayant bénéficié d'une aide illégale faisant l'objet d'une injonction de récupération ou de recouvrement en suspens
- Aides au **fonctionnement**
- Aides obligeant le bénéficiaire à **avoir son siège dans l'Etat** (possibilité d'exiger d'avoir un établissement)
- Aides **obligeant** le bénéficiaire à utiliser des **marchandises locales**
- Aides limitant la possibilité d'exploiter les résultats de RDI dans les autres Etats membres

COMPARATIF rgt. FEAMP 508-2014 ET RGT d'EXEMPTION 1388-2014

Mesures d'aide FEAMP – DEVELOPPEMENT PECHE

- innovation
- Services de conseil
- Partenariats entre pêcheurs
- promotion du capital humain, emplois dialogue social
- nouvelles formes de revenu
- création d'entreprise pour jeunes pêcheurs
- santé et sécurité
- Arrêt temporaire des activités de pêche
- Arrêt définitif des activités de pêche
- Fonds de mutualisation - phénomènes climatiques
- Aides aux systèmes de répartition des possibilités de pêche
- Mesures de conservation et coopération régionale
- limitation de l'incidence de la pêche sur le milieu marin
- Innovation liée à la conservation des ressources biologiques
- Biodiversité des écosystème marins
- Efficacité énergétique et changement climatique
- valeur ajoutée des produits qualité - captures non désirées
- Ports de pêche, site de débarquements, halles, criées, abris
- pêche dans les eaux intérieures - faune et flore eaux intérieures

Mesures d'aide RGT PME PECHE – DEVELOPPEMENT PECHE

- Innovation – art 13 taux du FEAMP
- Services de conseil – art 14 - référence FEAMP
- Partenariats scientifiques / pêcheurs art 15
- Promotion capital humain, emplois, dialogue social art 16
- Nouvelles formes de revenus – art 17
- Création d'entreprise pour les jeunes – art 18
- Amélioration de la santé et sécurité – 19
- Fonds de mutualisation, phénomènes climatiques art 20
- Systèmes de répartition des possibilités de pêche – art 21
- Mesures de conservation et coopé régionale. Art 22
- Limiter l'incidence de la pêche sur le milieu marin – art 23
- innovation des ressources biologiques de la mer – art 24
- Protection de la biodiversité – art 25
- Efficacité énergétique et changement climatique – art 26
- Valeur ajoutée qualité captures non désirées – art 27
- Ports de pêche débarquement, haies criées, abris – art 28
- pêche en eaux intérieures eaux intérieures – art 29

COMPARATIF rgt. FEAMP 508-2014 ET RGT d'EXEMPTION 1388-2014

Mesures d'aide FEAMP

DEVELOPPEMENT DES ZONES DEPENDANTES DE LA PECHE

- stratégie de développement local
- groupes d'action locale
- interventions en faveur du développement local
- mise en œuvre des stratégies de développement local
- coopération

Mesures du RGT PME PECHE

**PAS DE MESURES
EQUIVALENTES**

AIDES A LA COMMERCIALISATION TRANSFORMATION

- Mesures de commercialisation – art 41
- Mesures de transfo des produits de la pêche - art 42

AUTRES AIDES

- Aides à la collecte de données . Art 43
- Aides aux dommages catastrophes naturelles – art. 44
- Exonérations fiscales directive 2003/96

Les régimes d'aide en vigueur dans le secteur de la pêche

- Régime notifié mesures de soutien des entreprises de production de moules SA 39249
- Régime exempté pour le repeuplement d'anguilles SA 40944
- Régime exempté Haute Normandie: SA.42892
- Régime exempté Basse Normandie: SA.42207
- Régime exempté Bretagne: SA.42660
- Régime exempté Pays de la Loire: SA.42611
- Régime exempté Languedoc Roussillon: SA.42769
- Régime exempté Nord Pas de Calais/Picardie SA.43133

Les règles d'incitativité

Pour le Rgt d'exemption PME Pêche

- Demande d'aide écrite avant le démarrage du projet à l'Etat membre (collectivité publique) comportant:
- Nom et taille de l'entreprise
- Description du projet, de l'activité, dates de début et fin
- Localisation du projet
- Liste des coûts admissibles
- Type d'aide (sub, prêt, avance etc.) et montant d'aide publique nécessaire au projet
- Pas de règles d'incitativité pour:
- Aides aux réparations des calamités naturelles
- Aides fiscales

POUR les aides du FEAMP : rétroactivité possible sous condition

- Démarrage de l'opération possible à partir du 1^{er} janvier 2014
- Même avant le dépôt de la demande d'aide
- dès lors que l'opération n'est pas terminée

Les catégories d'aide de droit commun éligibles aux pêcheurs

	INVESTISSEMENT PRODUCTIF		INVESTIS. IMMATERIEL		R & D & I	INGENIERIE FINANCIERE FINANCEMENT DES RISQUES		ENVIRONNEMENT ENERGIE	FORMATION
	AFR	PME	CONSEIL	FOIRES		FINANCEMENT RISQUES	JEUNES POUSSES		
ZONAGE	oui	non	non	non	non	non	non	non	non
ASSIETTE	batiments terrains Machines OU coût salarial embauches		Etudes	coûts de participation	batiments terrains machines emplois	aucune	acune	investissement fonctionnement	coûts de formation
ENTREPRISES	GE, PME	PME	PME	PME	GE, PME	PME	PE	GE PME	GE PME
TAUX	10 à 90%	10 à 20%	50%	50%	25 à 100%	15 M€	1 à 8 M€	10 à 80%	50 à 70%

	EMPLOI PUBLICS DEFAVORISES	FONCTIONNEMENT EN ZONE AFR	RESEAUX HAUT DEBIT	CALAMITES NATURELLES	CULTURE PATRIMOINE INFRAS SPORTIVES	INFRASTRUCTURES LOCALES	AIDE DE MINIMIS	FINANCEMENT DES SIEG	ENTREPRISES EN DIFFICULTE
ZONAGE	non	oui	non	oui	non	non	non	non	non
ASSIETTE	coût des embauches	fonctionnement	coûts de déploiement	investissements pertes fonctionnement	investissement fonctionnement	coûts d'invest.	Tout	tout	trésorerie
ENTREPRISES	GE PME	GE PME	GE PME	GE PME	GE PME	GE PME	GE PME	GE PME	PME GE si notification
TAUX	50 à 100%	50%	10 M€	100%	1 M€ et 80% + possible	équilibre	200 K€ par entreprise	15 M€ plus si notification	10 M€ ou notification

Les régimes d'aide exemptés du RGEC dont peuvent bénéficier les entreprises de pêche

Mesures du RGEC	Production agricole	Peche	IAA	EXPORT	Entreprises difficulté	Sidérurgie	Charbon	fibres synthétiques	Ent. Décision d'illégalité
AFR	NON	NON	OUI	NON	NON	NON	NON	NON	NON
PME INVESTISSEMENT	NON	NON	OUI	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON
PME CONSEIL	OUI	NON	OUI	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON
FINANCEMENT DES RISQUES	OUI	OUI	OUI	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON
JEUNES POUSSES	NON	OUI	OUI	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON
ENVIRONNEMENT	NON	NON	OUI	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON
RECHERCHE	OUI	OUI	OUI	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON
INNOVATION PME	OUI	OUI	OUI	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON
FORMATION	OUI	OUI	OUI	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON
EMPLOI TRAVAILLEURS DEFAVORISES	OUI	OUI	OUI	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON
TRVAILLEURS HANDICAPES	OUI	OUI	OUI	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON
CALAMITES NATURELLES	NON	NON	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
RUP	NON	NON	OUI	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON
INFRAS HAUT DEBIT	NON	NON	OUI	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON
CULTURE PATRIMOINE	NON	NON	OUI	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON
INFRAS SPORTIVES	NON	NON	OUI	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON
INFRAS LOCALES	NON	NON	OUI	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON

